



# ARRÊTÉ DU MAIRE

COMMUNE DE SAINT-PRIX

Département du Val d'Oise  
Arrondissement de Sarcelles  
Canton de Domont

Service Technique

VB/AH

N° 2021 / 181

## **OBJET : ARRÊTÉ TEMPORAIRE REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION – 47 RUE DU COLONEL FABIEN – LE MARDI 26 OCTOBRE 2021**

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**CONSIDERANT** La demande formulée par l'entreprise PROCUVES, sise 8 rue Marcel Dassault, ZA Les Colonnes, 95130 Le Plessis Bouchard, concernant le stationnement de 2 véhicules poids lourds au droit du 47 rue du Colonel Fabien, à Saint-Prix, pour le compte de Mme Aveline domiciliée à l'adresse susu citée.

**CONSIDERANT** Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

### ARRÊTE

- ARTICLE 1 -** Le mardi 26 octobre 2021, l'entreprise Procuves est autorisée à occuper le domaine public pour y stationner deux camions, de faible encombrement, sur 10 mètres linéaires au droit 47 rue du Colonel Fabien, à Saint-Prix dans le cadre des travaux de retrait d'une cuve de fioul sur le domaine privé à la même adresse.
- ARTICLE 2 -** Les véhicules poids lourd devront emprunter, sur la commune de Saint-Prix, uniquement la RD928 pour accéder à la rue du Colonel Fabien.
- ARTICLE 3 -** Les travaux s'effectueront de 8h00 à 17h00.
- ARTICLE 4 -** La vitesse sera limitée à 30km/heure aux abords du chantier et selon son avancement.
- ARTICLE 5 -** La circulation sera maintenue en permanence dans les deux sens avec la mise en place d'une chaussée rétrécie d'une largeur minimale de 3,00 mètres, et régulée par un alternat manuel ou par feux tricolore sur une distance de maximale de 50 mètres.
- ARTICLE 6 -** Le stationnement sera interdit à tous véhicules au droit du 47 rue du Colonel Fabien.
- ARTICLE 7 -** À la charge du pétitionnaire de mettre en place la barrière afin de réserver l'emplacement, et d'afficher le présent arrêté au plus 48 heures ouvrées à l'avance.
- ARTICLE 8 -** La signalisation réglementaire sera installée et entretenue par l'entreprise.

**ARTICLE 9 -** Un cheminement piéton protégé sera mis en place et assuré en toutes circonstances. Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

**ARTICLE 10 -** Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

**ARTICLE 11 -** La présente autorisation est accordée à titre gracieux, précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général. Elle est personnelle et incessible.

**ARTICLE 12 -** Le bénéficiaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion des travaux d'aménagement réalisés conformément, par et ou à l'occasion de l'occupation et ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :

- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
- aux personnes physiques.

**ARTICLE 13 -** Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**ARTICLE 14 -** Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 15 -** Le présent arrêté sera notifié au demandeur, Procuves,

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Madame le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont,
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix,
- Messieurs les techniciens du Syndicat Emeraude et la SARL Idéo Environnement,

Saint-Prix, le **26 OCT. 2021**



**Le Maire,**

**Céline VILLECOURT**

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 26/10/2021.....